

Un rapport montre que la France cesse de perdre ses usines et que les délocalisations ne sont plus la règle, mais le secteur reste fournisseur d'emplois.

Par
SIBYLLE VINCENDON
Photo **PABLO CHIGNARD.**
HANS LUCAS

La désindustrialisation est-elle une fatalité en France? Les usines deviendront-elles à coup sûr des monuments historiques (pour les plus belles) ou des friches (pour les autres)? La classe ouvrière est-elle appelée à disparaître? Ces idées reçues, renforcées par la chronique des disparitions de sites industriels, sont bien ancrées dans les mentalités. Les 1900 fermetures enregistrées depuis 2009 nourrissent efficacement la méfiance à l'égard de la mondialisation. Et plus largement, la déprime

nationale. L'épisode de la délocalisation de 400 emplois entre deux sites industriels français d'Alstom n'a pas amélioré l'ambiance. La direction de l'entreprise a eu beau insister sur le fait qu'il ne s'agissait que de déplacer des emplois à 200 kilomètres de distance, le message entendu a bien été celui d'une fermeture. Une de plus. Et l'acharnement du gouvernement pour trouver une solution, même bancaire, a paradoxalement confirmé l'idée que la situation était désespérée (lire page 4).

A l'autre bout de la chaîne industrielle, le cas de la PME Ecopla, au chevet de laquelle se succèdent actuellement tous les politiques, en rajoute dans cette ambiance de

soins palliatifs (lire page 5). Mais voilà que, dans ce climat, deux études viennent battre en brèche toutes ces certitudes. La première, due au cabinet d'études Trendeo, met en avant des signes positifs. «Depuis septembre 2013, l'amélioration est continue pour les créations d'usines», peut-on lire dans le document. Mieux: «En 2016, on assiste même à deux trimestres consécutifs dans le vert – avec un solde positif –, ce qui n'était jamais arrivé depuis 2009.» Cela même si ce solde se compte à l'unité de sorte que, «au rythme de ces deux derniers trimestres, il faudrait cependant vingt-et-une années pour remplacer les 605 usines perdues depuis 2009».

«BON SIGNE»

Côté emplois, on n'en est pas encore à parler de créations nettes. L'étude montre que le secteur le plus créateur d'emplois reste celui des services, même s'ils en créent moins qu'avant. L'industrie, à l'inverse, en détruit moins. Il faut y voir un progrès. «Ces pertes ont été divisées par deux et l'on observe même un solde positif, symbolique, en 2016», lit-on également dans l'étude.

Enfin, parmi les grandes entreprises, le tableau de celles qui ont créé ou supprimé des emplois au cours du premier trimestre 2016 est instructif. Parmi les plus créateurs, des industriels. En tête: Renault

(+1668) et Safran (+1140). Parmi les plus destructeurs, les services. En tête: Altice (propriétaire de Libération, à -4650), suivi par ce mixte industrie-service qu'est EDF (-3460) et par le groupe de presse Bertelsmann (-1395).

Peut-on déduire de ces chiffres que l'industrie va mieux en France? David Cousquer, fondateur de Trendeo, admet que le ralentissement des destructions d'emplois dans l'industrie est «un bon signe». Mais «cette légère progression est encore symbolique», modère-t-il. De plus, «la taille moyenne des usines qui ouvrent est 30% inférieure à celle des usines qui ferment».

L'expert note une attitude nouvelle des acteurs économiques par rapport à la production. Longtemps considérée comme une activité du passé et envoyée sans états d'âme dans les pays émergents, la voilà qui revient en grâce parée des vertus des nouvelles technologies. «Il est tout à fait possible que l'on assiste à un renouveau d'intérêt autour de l'usine du futur», estime David Cousquer. L'usine du futur? Dans une note pour l'Institut d'aménagement d'urbanisme d'Ile-de-France (IAU), l'économiste Thierry Petit remarque que «ce concept qui fait beaucoup parler» est souvent présenté comme «la planche de salut de l'industrie». Il rappelle au préalable «qu'il existe dé-

sormais un consensus pour maintenir ce pan de l'économie car il est moteur pour nombre de services aux entreprises». Précision utile: la croyance en une économie de purs services prospérait encore il y a quelques années...

«ROBOTS OMNIPRÉSENTS»

Depuis la crise de 2008, retournement. L'idée que l'on a peut-être un peu vite jeté le bébé avec l'eau du bain progresse. A cela s'ajoute un contexte qui change. Le «raccourcissement des cycles de l'innovation» et le besoin de mettre des nouveautés de plus en plus vite sur le marché obligent à pouvoir être plus réactif. De plus, «la personnalisation» des produits implique des petites séries et «ne justifie plus le recours à une sous-traitance lointaine de grande capacité».

Bonne nouvelle, vraiment? Dans cette usine du futur, écrit Thierry Petit, «les robots sont omniprésents», tandis que les salariés sont «présents mais en nombre réduit». Quoique nettement plus qualifiés. Parlera-t-on encore d'ouvriers? Et quel sera le solde net des emplois humains détruits par la robotisation? Enfin, la reprise est-elle assez solide pour soutenir ce début de renouveau industriel? Pas sûr. «Le paysage est un peu impressionniste», euphémise David Cousquer. ♦

«Notre pays reste attractif pour des entreprises étrangères»

Pour la chercheuse Nadine Levratto, le recul de l'industrie en France ne doit pas occulter que le territoire reste intéressant pour les investisseurs.

Nadine Levratto, directrice de recherche au CNRS au sein du laboratoire EconomiX de Paris-Nanterre, travaille sur les trajectoires d'entreprises, de croissance, de défaillance, et le lien entre les entreprises et les territoires.

La publication du cabinet Trendeo, qui pointe une «fin» des fermetures d'usines en France, vous étonne-t-elle?

Oui et non. Oui, parce que c'est quelque chose qui s'inscrit dans une baisse tendancielle de l'industrie en France, tendance qui s'est traduite par des fermetures de sites bien sûr, mais aussi par un nombre de défaillances extrêmement élevées d'entreprises industrielles, y compris de grandes dimensions et matures [de plus de quinze ans, ndlr]. Ce mouvement décrit par Trendeo s'inscrit à l'inverse de ce que l'on voit depuis la crise de 2009, et même avant. Depuis trente ans, on constate un recul de l'industrie en France sous le coup des externalisations, du repli de différents secteurs, de la perte de compétitivité, etc. Donc de ce point de vue, oui, c'est étonnant.

Comment expliquer cette tendance?

Cette diminution peut s'expliquer par le fait qu'à un moment, quand les restructurations à l'œuvre ont produit leur effet, que l'on a atteint une sorte de plancher au-delà duquel, sauf restructuration massive, il sera difficile de descendre, il est logique qu'il y ait moins d'emplois et donc qu'on en détruit moins. Ensuite, il faut

aussi prendre en compte la nature des données de Trendeo, distinguer ce qui est annoncé et ce qui se passe vraiment, et s'interroger sur la cohérence. Cela fonctionne comme pour les intentions d'embauches, qui ne se traduisent pas forcément par des créations d'emplois effectives.

Y a-t-il un effet de la politique économique gouvernementale, avec notamment le Pacte de responsabilité ou le CICE?

Il n'y a pas réellement d'évaluation de ces mesures. Le Pacte de responsabilité est encore récent et en pleine évolution. Il est aussi difficile de dire que ces créations d'entreprises reviennent aux exonérations fiscales, aux subventions...

D'autant que l'on parle des usines, donc de l'industrie, alors que ce ne sont pas elles les principales bénéficiaires du Pacte de responsabilité.

Quel est le profil type de l'entreprise ou de l'usine qui se crée aujourd'hui en France?

En général, il s'agit d'une restructuration. Vous n'avez pas d'usine qui se crée ex nihilo. Et les entreprises en création sont des nano entreprises. Ce n'est pas là que l'on trouve les usines du futur. En revanche, on assiste à des implantations d'une filiale étrangère où on a, clé en mains, une usine qui est créée en kit de production avec un nombre très significatif de salariés ou bien pour des raisons d'organisation de la société juridique, financière, etc.

La France peut donc se montrer suffisamment attractive pour que des sociétés étrangères s'y installent?

Bien sûr. On parle souvent des relocalisations. Mais notre pays reste attractif pour des entreprises étrangères. Pour quelles raisons? D'abord

car il y a des équipements collectifs de bonne qualité: transports efficaces, électricité fiable et pas chère, infrastructures en général de bonne qualité, main-d'œuvre formée et efficace. Les chiffres de la productivité montrent que la France reste en tête.

Cette tendance peut-elle s'installer, sinon s'affirmer dans les années à venir?

Il est toujours difficile d'anticiper en économie. Mais si cela doit se produire, ce ne sera pas un mouvement spontané. De manière générale, la croissance provient des entreprises existantes. Donc, ce à quoi il faut veiller, c'est que chaque entreprise trouve autour d'elle, dans son écosystème, des fournisseurs, des débouchés qui lui permettent d'asseoir son activité de production. Ce que l'on observe, c'est que les fermetures qui sont intervenues massivement depuis 2009, et de façon plus perlée avant, ont déstructuré le tissu industriel.

C'est-à-dire?

A partir du moment où vous avez des filières de production, des continuums qui impliquent différents secteurs, et que vous avez un segment qui manque, vous fragilisez les entreprises qui restent. Car elles ne trouvent plus sur place les fournisseurs, les débouchés dont elles ont besoin pour fonctionner. Et donc, petit à petit, on va vers des fermetures ou des délocalisations. C'est là que la politique industrielle doit intervenir pour ne pas faire des sauvetages d'entreprises à la dernière minute. Pour résumer, un peu d'anticipation et une vision globale d'un secteur ou d'une filière n'est pas inutile...

Propos recueillis par **PHILIPPE BROCHEN**

